

HAMELIN, Jean, *Économie et société en Nouvelle-France. Les Cahiers de l'Institut d'histoire, no 3. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1968 (2e édition). 137 p. \$4.00.*

Fernand Ouellet

Volume 22, numéro 3, décembre 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302807ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302807ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ouellet, F. (1968). Compte rendu de [HAMELIN, Jean, *Économie et société en Nouvelle-France. Les Cahiers de l'Institut d'histoire, no 3. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1968 (2e édition). 137 p. \$4.00.*] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 22(3), 466–470. <https://doi.org/10.7202/302807ar>

Conclusion

Malgré ses qualités indiscutables, malgré l'apport de quatre spécialistes compétents, nous craignons fort que ce volume ne supplante pas d'autres manuels, anciens et nouveaux (v.g. McInnis, celui du Boréal Express). En effet, utile pour susciter la discussion, pour présenter des aperçus thématiques, il lui manque par ailleurs une certaine unité et une certaine cohérence indispensables à un manuel. En outre, la charpente chronologique s'avère fortement déficiente dans certaines parties.

HAMELIN, Jean, *Economie et société en Nouvelle-France*. Les Cahiers de l'Institut d'histoire, no 3. Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1968 (2e édition). 137 pages. \$4.00.

Depuis sa parution en 1960 *, ce petit livre s'est trouvé au cœur des débats qui accompagnent le renouvellement de l'historiographie de la Nouvelle-France. Par sa méthode, son contenu et ses implications variées, ce livre se situait sous le signe de la nouveauté. Aux préoccupations politiques traditionnelles, l'auteur substituait une approche à la fois économique et sociale qui, selon son expression, ne devait tout au plus soulever qu' "une collection d'hypothèses et de points d'interrogation". En fait l'auteur est allé plus loin qu'il ne le dit et son enquête constitue une première prise de vue essentielle dans laquelle les hypothèses de travail s'appuient sur un ensemble d'acquis importants. Cette approche originale impliquait un effort pour exprimer le développement en termes quantitatifs, en utilisant les livres de comptes privés, les recensements, les rapports sur les importations et les exportations, les séries d'archives relatives aux gens de métier. Il est évident, comme le dit l'auteur lui-même, que ces séries ne reflètent pas tous les aspects de la vie en Nouvelle-France; mais elles suffisent à dessiner un cadre général permettant d'aborder de façon plus rationnelle qu'on ne l'avait fait auparavant, l'économie et la société de la Nouvelle-France. Cette exploration pratiquée hors les postulats idéologiques tradi-

* NDLR. Nous signalons à nos lecteurs l'analyse faite de ce livre par l'économiste Pierre Harvey, parue dans *l'Actualité économique*, 37e année, no 3 (oct.-déc. 1961) : 537-548, sous le titre "Stagnation économique en Nouvelle-France".

tionnels remet aussi en question certains faits qui servent de fondement à l'ancien et au nouveau nationalisme. Il ne faut donc pas s'étonner que le livre ait parfois suscité des réactions très négatives.

Dans l'introduction, Hamelin, s'appuyant sur les recensements et les correspondances officielles, brosse une série de tableaux destinés à marquer les principales étapes du développement économique. La conclusion qui se dégage de cette première série d'informations, c'est l'existence d'un écart prononcé entre les rêves de Champlain et de Talon et les conquêtes réelles de la Nouvelle-France. Le caractère modeste du progrès accompli autant que la lenteur de la transformation économique et sociale se situent au centre de l'interrogation. Il ne s'agit pas de se complaire dans les performances éclatantes de la Nouvelle-France, que ce soient ses héros politiques, militaires et religieux, que ce soit sa "grande bourgeoisie", ces quarante millionnaires à propos desquels M. Brunet déclare : "Si la même proportion s'était maintenue, les Canadiens français auraient parmi eux quelque 2,500,000 millionnaires aujourd'hui." Il s'agit plutôt d'expliquer une sorte d'anémie par trop prononcée qui n'avait pas sa seule source dans le handicap géographique. Pour Hamelin, le problème majeur se situe au niveau des conditions internes du développement. Evidemment il serait possible, comme certains le prétendent, de soutenir, en compartimentant l'économie des colonies américaines et en utilisant des statistiques partielles, que le rythme de la croissance et du développement était au moins aussi puissant en Nouvelle-France que chez ses voisins ; mais ce procédé exige tellement d'agilité dans l'argumentation qu'il vaut mieux renoncer à cette gymnastique dangereuse. Car il faudrait alors conclure que l'indépendance américaine fut le résultat d'une erreur d'aiguillage et qu'en fait la Nouvelle-France était la vraie terre de l'expérience révolutionnaire.

La première partie de l'étude de Hamelin est consacrée au système monétaire, aux capitaux et aux revenus. Le problème monétaire naît avec les débuts de la colonie. Après un premier moment dominé par le troc, la Nouvelle-France fait face à une pénurie chronique de numéraire. Le déficit permanent de la balance commerciale mal compensé par les dépenses du Roi occasionne la fuite continue du numéraire vers la métropole, ce qui freine l'activité commerciale. Cette colonie qui importe plus qu'elle n'exporte, est confrontée à d'autres situations qui accentuent le malaise monétaire. Elle subit entre autres les contrecoups des complications de l'administration française, des difficultés

financières de la métropole et des guerres. A partir de 1685, les dirigeants locaux sont alors obligés de procéder à des émissions de monnaie de cartes. Comme ces opérations ne sont jamais exemptes de spéculation aussi bien sur les cartes que sur les autres papiers, des tensions fréquentes se produisent au sujet du remboursement du papier-monnaie et l'expérience se solde par des difficultés économiques accrues. En 1714, la France rachète les cartes à la moitié de leur valeur nominale. En 1719, le système des cartes est remis en vigueur et les émissions d'ordonnances continuent à jouer un rôle important. La guerre de 1745 déclenche une nouvelle crise monétaire, ce qui n'empêche pas le système de survivre et de connaître à la fin de la guerre de Sept Ans le dénouement qu'on sait. La conclusion de Hamelin met donc le doigt sur un problème qui fut beaucoup plus grave en Nouvelle-France que dans les colonies américaines. "En aucun moment, la Nouvelle-France n'a joui d'une monnaie saine, adaptée au volume de ses échanges, qui aurait joué un rôle de régulateur dans son développement."

Le chapitre qu'Hamelin consacre au commerce des pelleteries est centré sur la répartition des bénéfices (1) entre les métropolitains et les marchands locaux, (2) entre les différents groupes dans la colonie. Le mercantilisme, tel qu'il joue dans la colonie, dit-il, entraîne une trop forte concentration des profits de la traite et de ses bénéfices marginaux dans les mains des métropolitains. A certains moments cependant, les marchands locaux groupés en compagnies eurent l'opportunité de transformer cette structure à leur profit. Mais leur attachement excessif à des intérêts immédiats, notent gouverneurs et intendants, les empêchera d'utiliser la situation à leur avantage. Il est certain que l'Angleterre n'eut jamais le même reproche à adresser aux commerçants des colonies américaines. Au contraire leurs multiples dérogations aux règles du mercantilisme devinrent de plus en plus inquiétantes pour la métropole. La conclusion de cette analyse est nette: le mercantilisme et les monopoles limitent les possibilités d'accumulation suffisante de capitaux sur place et freinent tout processus important de diversification. Finalement la traite donne plus de force à une mentalité qui disposait davantage le marchand et même l'habitant à la consommation somptuaire qu'au réinvestissement. Ces conclusions surtout valables pour le castor semblent aussi s'appliquer aux autres catégories de pelleteries. N'oublions pas que le commerce des fourrures était de loin l'activité commerciale dominante.

Cette économie, dans laquelle le trafic des pelleteries jouait un rôle tellement capital mais n'absorbait entièrement qu'un pourcentage décroissant d'une population qui doublait ses effectifs en vingt-huit ans, reposait aussi sur l'agriculture. Appuyée surtout sur la culture du blé, le pain étant le fondement principal de l'alimentation, l'agriculture assumait principalement les fonctions de subsistance. Le faible courant d'exportation qui apparaît au XVIIIe siècle et la spéculation en temps de mauvaises récoltes ne pouvaient constituer une source considérable de bénéfices. Fondement du niveau de vie de l'habitant qui souvent trouvait un revenu d'appoint dans la traite des pelleteries, le blé ne pouvait alors servir de base économique à une bourgeoisie dynamique. Même concentrés en quelques mains locales, les profits de la traite et du blé n'étaient pas suffisants pour appuyer une vigoureuse bourgeoisie, en supposant que le patronage gouvernemental ait fortement agi dans la même direction. En somme, l'anémie de l'agriculture et le système qui préside à la répartition des bénéfices dans le secteur des fourrures expliquent en grande partie la faiblesse des milieux commerçants.

Dans les trois chapitres qui suivent, Hamelin soulève le problème des gens de métiers. Ce thème central est relié directement aux conditions du développement industriel tout comme l'accumulation des capitaux. Car si l'un est essentiel à la mise en place d'industries, l'autre l'est non moins en regard de leur fonctionnement et de leur réussite. En scrutant l'origine des immigrants afin de mesurer quantitativement et qualitativement leurs antécédents artisanaux, en analysant le recrutement des gens de métiers dans la colonie même, en étudiant les quelques initiatives prises dans le secteur industriel, l'auteur est amené à détecter un des handicaps essentiels de la Nouvelle-France. La rareté et la cherté de la main-d'œuvre qualifiée sont à l'origine des multiples échecs non seulement dans l'industrie mais dans d'autres domaines. L'immigrant qui vient en Nouvelle-France n'est pas en général porteur de solides traditions agricoles ou artisanales. De là sa grande disponibilité mais aussi son manque d'intérêt profond pour les besognes spécialisées. Certes les colonies américaines souffrirent aussi du manque de main-d'œuvre mais le problème n'eut jamais la même ampleur ni les mêmes répercussions que dans la vallée du Saint-Laurent.

Au cœur des problèmes de cette économie peu attrayante pour les capitaux, pour les immigrants, particulièrement les éléments spécialisés, dont les rouages monétaires fonctionnent mal, Hamelin décèle une autre faiblesse capitale : l'absence d'une

grande bourgeoisie d'affaires. "L'absence d'une bourgeoisie riche, forte, soucieuse du bien commun, se traduit, écrit-il, dans l'évolution de la colonie par la déficience de son développement économique." Non seulement le grand commerce échappe aux marchands locaux, mais ceux-ci sont en général peu riches, dépendants des métropolitains, adonnés au luxe et peu sensibles aux intérêts à long terme de la colonie. Quant aux individus qui évoluent autour de Bigot, Hamelin écrit à leur sujet: "Une erreur plus grave encore serait de nous présenter ces accapareurs comme une classe sociale assise sur des structures économiques solides." En tout cela, il n'est aucunement question d'éthique protestante ou d'éthique catholique. Les critères utilisés sont à la fois économiques et sociaux. En somme la conclusion de Hamelin, si on la réduit à un schéma plus simple, serait la suivante: il est évident qu'une grande bourgeoisie n'a jamais existé à l'époque française; il est non moins net, si on tient compte du nombre, des revenus, d'un certain sens de la permanence et des états de conscience, que la Nouvelle-France n'est pas parvenue à produire une véritable bourgeoisie. Rien d'étonnant à cela, car même en France où la vigueur et la richesse des négociants ne font pas de doute, la conscience de classe ne s'amorce vraiment dans les milieux bourgeois qu'après 1750. Qu'en Nouvelle-France les milieux commerçants aient surtout été attirés par les valeurs nobilitaires et aristocratiques, le retard est compréhensible. Ce que certains considèrent comme le produit normal du monde nord-américain: "le *bourgeois-gentilhomme*" était fort répandu dans la France d'avant 1750.

Ce petit livre constitue la meilleure introduction à l'histoire économique et sociale de la Nouvelle-France. Qu'il pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses, cela définit une contribution qui se veut stimulante pour la recherche.

FERNAND OUELLET

*Carleton University
Ottawa, Ont.*